



JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS ET DECRETS

ARRETÉS, DÉCISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

PARAISSENT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

ABONNEMENTS	ABONNEMENTS ET ANNONCES	ANNONCES ET AVIS DIVERS
<p>Togo, France et autres Pays d'expression française . . 1 an 6 mois</p> <p>Ordinaire 1.300 frs 800 frs</p> <p>Avion 3.300 frs 1.700 frs</p> <p>Etranger 1 an 6 mois</p> <p>Ordinaire 1.600 frs 900 frs</p> <p>Avion 3.750 frs 2.300 frs</p> <p>Prix du { Au comptant à l'imprimerie : 75 frs numéro { Par porteur ou par poste : { Togo, France et autres Pays { d'expression française 90 frs { Etranger : Port en sus.</p>	<p>Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'EDITOGO B.P. 891 — Tél. : 37-18 — LOME.</p> <p>Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des quatre trimestres.</p> <p>Les abonnements et annonces sont payables d'avance.</p>	<p>La ligne 80 frs</p> <p>minimum 250 frs</p> <p>Chaque annonce répétée : moitié prix : minimum 250 frs</p> <p>Direction, Rédaction et Administration : Cabinet du Président de la République Téléphone 27-01 — LOME</p>

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES, ARRETES ET DECISIONS

DECRETS

1969	
15 janv. — Décret n° 69-26 nommant M. Francis Koffi AMES, directeur adjoint du port autonome de Lomé	102
21 janv. — Décret n° 69-27 portant désignation du président du comité national d'alphabétisation.	102
22 janv. — Décret n° 69-28 portant nomination du directeur général du travail, de la main-d'œuvre et de la sécurité sociale	102
22 janv. — Décret n° 69-29 portant amnistie individuelle ..	102
22 janv. — Décret n° 69-30 portant amnistie individuelle ..	103
22 janv. — Décret n° 69-31 portant amnistie individuelle ..	103
25 janv. — Décret n° 69-32 portant autorisations spéciales de dépenses sur le budget autonome du centre national hospitalier de Lomé	103

ARRETES ET DECISIONS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

1969

23 janv. — Arrêté n° 7/PR chargeant des ministres de divers intérimis	103
Arrêtés portant reconnaissance de la désignation coutumière d'un chef de canton, renouvellement, transformation, transfert, suppression et attribution de bourses d'études supérieures à Lomé, Porto-Novo et en France	103

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Décisions portant nomination et mutation	105
--	-----

MINISTERE DE L'INTERIEUR

1969

20 janv. — Arrêté n° 7/INT/APA portant interdiction de séjour au nommé Kpana Issifou Gourma ..	105
23 janv. — Arrêté n° 8/INT/APA portant interdiction de séjour au nommé Fanou Mohibi Paul	106
Arrêtés portant inscription au tableau d'avancement, promotion et rappel à l'activité	106

MINISTERE DE LA JUSTICE — GARDE DES SCEAUX

Décision portant passage automatique d'échelon	107
--	-----

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1969

15 janv. — Arrêté n° 17/MFE autorisant l'ouverture de guichets de banques à l'intérieur du Togo ...	108
15 janv. — Décision n° 29-D/MFE/F accordant une subvention au centre national hospitalier du Togo	108

20 janv. — Décision n° 42-D/MFE/FO autorisant versement de la subvention du budget général au budget d'investissement	108
20 janv. — Arrêté n° 20/MFE/FO portant prorogation des crédits exercice 1968	108
21 janv. — Décision n° 45/D/MF/MEN accordant subvention à l'office de coopération et d'accueil universitaire à Paris	108
21 janv. — Arrêté n° 22/MFE/MF/CR portant concession d'allocation de veuve et d'orphelin aux ayants-cause de M. Agbada Amousou	109
Arrêté et décision portant nomination et octroi d'allocation viagère	109

MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE

1968

31 déc. — Décision n° 211/D/MEN fixant les dates des examens et concours pour l'année scolaire 1968-1969	109
Décision portant admission d'élèves-maitres au cours normal d'Atakpamé	110

MINISTRE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

1969

20 janv. — Arrêté n° 28/MFP portant promotion dans le corps du personnel de l'administration générale	110
20 janv. — Arrêté n° 29/MFP portant promotion dans le corps du personnel des chemins de fer et wharf du Togo	110
Arrêtés et décisions portant intégrations, titularisations, passages automatiques d'échelon, régularisation de situation administrative, engagements, affectation, admissions, détachements, suspension de fonctions, sanction disciplinaire, cessation définitive de fonctions pour limite d'âge, acceptation de démission, licenciements et admission à la retraite	111

MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES TRANSPORTS, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Arrêtés portant nominations.	115
-----------------------------------	-----

MINISTRE DE LA SANTE PUBLIQUE

Décision portant radiation	115
----------------------------------	-----

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Conservation de la propriété foncière (<i>Avis de demande d'immatriculation</i>)	116
Construction d'un bâtiment de la douane de Noépé	122
Avis d'appels d'offres Construction d'un bâtiment de la douane d'Aflao	122
Construction d'un poste de police à Hillacondji	122
Récépissé de déclaration d'association (<i>Union nationale de la jeunesse du Togo</i>)	122
Avis nécrologique	122

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES, ARRETES ET DECISIONS

DECRETS

Nominations

Par décrets pris en conseil des ministres :

N° 69-26 du 15-1-69 — M. Francis Koffi Ames est nommé directeur adjoint du Port Autonome de Lomé.

M. Francis Koffi Ames cumulera les fonctions de directeur adjoint avec celles du chef de Service de l'Administration Centrale.

Le présent décret prend effet à partir de la date de prise de fonction de l'intéressé.

N° 69-27 du 21-1-69 — Est désigné président du Comité National d'Alphabétisation M. Ahianor Jonathan, directeur de la Jeunesse et des Sports.

N° 69-28 du 22-1-69 — M. Togbé Jacques, administrateur civil de 2^e classe 3^e échelon, précédemment chef du service de l'inspection du travail et des lois sociales, est nommé directeur général du travail, de la main d'œuvre et de la sécurité sociale.

Le traitement et l'indemnité de fonctions (liste A du décret n° 68-137 du 3 juillet 1968) de M. Togbé Jacques sont imputables au chapitre 24, article 6, paragraphe 1 du budget général.

Le ministre du travail, des affaires sociales et de la fonction publique est chargé de l'exécution du présent décret qui prend effet pour compter du 1^{er} janvier 1968.

Amnistie

Par décrets du Président de la République :

N° 69-29 du 22-1-69 — Le bénéfice de l'amnistie est accordé à Afantchawo Kodjo Lucas, né en 1941 à Tchékpo (circonscription de Tabligbo), fils de Afantchawo Katré et de Zoglo Ayoko, étudiant en France, citoyen togolais, condamné le 13 septembre 1967 par jugement contradictoire du tribunal correctionnel de Lomé à la peine de quinze mois d'emprisonnement du chef de diffamation publique et propagation de fausses nouvelles.

Le garde des sceaux, ministre de la justice et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

N° 69-30 du 22-1-69 — Le bénéfice de l'amnistie est accordé à Djibril Shafiou El-Hadji, né en 1922 à Bafilo (Togo), des feus Djibril Moussa et Boukari Fouléra, citoyen togolais, commerçant, demeurant à Lomé, rue d'Amoutivé, marié, 24 enfants, condamné par jugement contradictoire du tribunal correctionnel de Lomé en date du 29 novembre 1967 à six mois d'emprisonnement avec sursis pour corruption active.

Le garde des sceaux, ministre de la justice et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

N° 69-31 du 22-1-69 — Le bénéfice de l'amnistie est accordé à Adjalle-Dadzie Eklou Joseph, né vers 1909 à Lomé, de feu Adjalle-Dadzie Jacob et de Gassou Amessouwé, chef de canton d'Amoutivé, demeurant à Lomé, 53 rue d'Atakpamé, condamné par jugement contradictoire en date du 17 avril 1968 du tribunal correctionnel de Lomé à la peine de trois mois d'emprisonnement avec sursis et dix mille francs d'amende pour complicité du délit de charlatanisme.

Le garde des sceaux, ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent décret.

Autorisations spéciales de dépenses

N° 69-32 du 25-1-69 — L'ordonnateur du budget autonome du centre national hospitalier de Lomé est autorisé pour le mois de janvier 1969 :

1°) — à engager au titre de l'exercice 1969, des dépenses dont le montant calculé sur le budget précédent ne doit pas dépasser le douzième de ce dernier ;

2°) — à percevoir pendant ce même laps de temps, les taxes et revenus conformément aux lois existantes.

Le ministre des finances et le ministre de la santé publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

ARRETES ET DECISIONS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Intérim

N° 7-PR du 23-1-69 — Pendant l'absence du général Eyadéma, Président de la République et ministre de la défense nationale, et du colonel Kléber Dadjo, garde des sceaux, ministre de la justice, ainsi que de MM. Joachim Hunlédé, ministre des affaires étrangères et Barthélémy Lambony, ministre de l'information et de la presse, l'expédition des affaires courantes sera assurée :

Au titre de la Présidence de la République et du ministère de la défense nationale

par le commandant James Assila, ministre de l'intérieur.

Au titre de garde des sceaux, ministère de la justice
par M. Paulin Eklou, ministre du commerce, de l'industrie, du tourisme et du plan.

Au titre du ministère des affaires étrangères
par M. Benoît Malou, ministre du travail, des affaires sociales et de la fonction publique.

Au titre du ministère de l'information et de la presse
par M. Pierre Adossama, ministre délégué à la Présidence, chargé de l'économie rurale.

Désignation de chef de canton

N° 105-PR-INT-APA du 2-9-68 — Est constatée pour compter du 31 juillet 1968 la démission de ses fonctions offerte par M. Charles E. Paniah, chef de canton d'Agou-Tafié.

Est constatée et reconnue officiellement la désignation coutumière de M. Emile Paniah en qualité de chef de canton d'Agou-Tafié (circonscription de Klouto) en remplacement de M. Charles Paniah, démissionnaire.

L'intéressé aura droit en cette qualité à une indemnité annuelle de 60.000 francs.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1968, chapitre 14, article 6.

Le présent arrêté prend effet pour compter du 1^{er} août 1968.

Renouvellement, transformation, transfert, suppression et attribution de bourses d'études supérieures

N° 4-PR-MEN du 9-1-69 — Est renouvelée pour l'année scolaire 1968-69 la bourse d'études supérieures précédemment attribuée aux étudiants togolais de l'institut d'enseignement supérieur du Bénin dont les noms suivent :

Section littéraire de Lomé :

Bourses togolaises

Adadé K. Corneille	Houndjago Jean Kpadé
Adjévi Symphorienne	Kakou Courrier Noël
Afan Jean	Kini Jean-Sébastien
Ahadji A. Valentin	Mérandjougoma Paul
Akakpo Cathérine	Sanvee Yvette Angélique
Anthony Kwaku Wilson	de Souza Paul Isidore
Gaba Dorette Violette	Téko Jacques.
Gbéassor T. Michaël	

Bourses FAC

Anthony Nérissa Akuyo
Lawson Elliot Magnus

Section scientifique de Porto-Novo :

Bourses togolaises

Agbo Christian	Koussomon K. Joseph
Iyoh Cléophas	Kwamivi Oscar
Kouigan Samuel Sévérin	Soumsa Etienne Christian.

Bourses FAC

Agbeko Luc	Kpodar Mensah Pascal
Amegandjin Théophile	Lawson Vincent
Aregba A. Prosper	Sogadji Koffi Hospice
Assiamoua Victor	Tchaniley Mama
Bouraima Inoussa Traoré	Tay Kodjo Abalo
Kouévi Ayité Antoine	Wotodzo Koku Vitus.
Koussawo Simon	

La bourse d'études supérieures précédemment accordée à Porto-Novo aux étudiants togolais dont les noms suivent est renouvelée et transformée en demi-bourse :

Dogbévi K. Ambroise Kouévi A. Jean-Baptiste.

La bourse FAC d'études supérieures attribuée à M. Sallah Ekoué Cyprien à Porto-Novo est renouvelée et transférée au CES Lomé, l'étudiant devant rejoindre ce centre pour des études de lettres.

La bourse d'études supérieures précédemment attribuée à chacun des étudiants togolais de l'institut d'enseignement supérieur du Bénin dont les noms suivent est supprimée à compter de la rentrée scolaire 1968-1969.

Section littéraire de Lomé

Blédjé Max : bénéficiaire d'une bourse belge pour des études d'assistant social.

Douty Mama Marcel : bénéficiaire d'une bourse pour Saint-Cyr.

Nouakey Joseph : bénéficiaire d'une bourse des Nations Unies pour des études d'assistant social à Montrouge.

Section scientifique de Porto-Novo.

Koffi-Gue Céphas (B. FAC)
Godonou Seth (B. FAC)

tous deux bénéficiaires d'une bourse suisse pour des études de sciences naturelles en vue du professorat.
Ayo Charlemagne (a intégré l'ENS Atakpamé)
Nomessi Paul Dieudonné (est parti à Dakar).

Est attribuée pour l'année scolaire 1968-1969 une demi-bourse togolaise d'études supérieures à chacun des élèves dont les noms suivent au centre d'enseignement supérieur de Lomé :

Agbenya Salomon Zachée	Bilanté Michel
Agudze Bermond Bernard	Kitissou Marcel Ildéonse
Akoussah Patience-Yvonne	Kpotsra Roland Yves
Ajavon Solange Dédé	Akouété Georges Atoutou
Gavlo Pascal	Anika Toussaint
Gbikpi Jean Edoh	Codjo Marcus Dema
Kouévidjin-Eppou Vincent	Davi Pierre Daté
Kpadénou S. Maurice	Ezor Komi Nicolas
Amegbléame A. Simon	Kwadjovie Gottlieb Ahlin
Anko Martin	Nyassogbo K. Gabriel
Assemboni Y. Théophile	Ogoubi Koffi Emile
Aya Gottlieb Kwami	Quashie Kuami Nicolas
Germa Godfried Coawovi	Segbor Komlavi Gerson
Okai Cathérine Kafui	de Souza Ayao Pius
Segbor Léonard Sylvanus	Zinsou H. Nestor
Yao Kossivi Clément	Afangbédji Kalédji Rémi
Lambony K. Boniface	Anthony K. Robinson

Apaloo Comlan Grégoire	Féli Dovi
Ayité Jérôme Amavi	Kuakuvi M. Paulin Louis
Aziaha Paul Yao	Latzoo Isidore
Dakétsé Emmanuel	Nyamé J. B. Titus

Une bourse entière d'études supérieures est accordée pour l'année scolaire 1968-1969 à chacun des élèves dont les noms suivent au centre d'enseignement supérieur de Porto-Novo.

Bourses togolaises :

Gayibor M. Tchotchovi	Viotay Rubicon Francis
Idrissou Abdoulaye	Modzinou Seth
Lacé Gilbert Richard	Essono Bafeyi Firmin
Lawson Anani Stanislas	Kodo Kossi Thierry
Nassoma Moussa	Tatounou S. Bruno.
Takouda Denis	

Bourses FAC :

Acakpo Akouété	Anivon Luc
Adjavon Kuma Nicolas	Barkola Salifou
Dejean Simon	Béguemsi Toi Sylvain
Ekouhoho Atisso Kouassi	Bouraima Aboulaye
Hévor Kokou Tobias	Dorkénoo Ephrem Seth
Kodjo Yovo Timothée	Gbédey Emmanuel Claude
Ocloo Ekoé Honoré	Gblem Kwasi Siegfried
Sonhayé A. Godfroy	Kougnassouko F. Philippe
d'Almeida M. Ayaovi	Nyavo Bénédicte.
Apétouh Kodjo Innocent	

La dépense résultant du paiement des bourses togolaises est imputable au budget général de la République togolaise exercice 1968, chapitre 39, article 4, paragraphe 5.

Les bourses FAC sont à la charge de la mission d'aide et de coopération.

N° 5-PR-MEN du 9-1-69 — Les bourses togolaises d'études en France précédemment accordées aux étudiants dont les noms suivent sont reconduites pour l'année scolaire 1968-1969.

Gnamey Koffi Didier, faculté de médecine Lille — bourse catég. E

Adjanor Hodenou Titus, faculté des sciences Lille — bourse catég. D

Bamazi Lucien, faculté des sciences Caen — bourse catég. D

Boukari Yaya, faculté des sciences Caen — bourse catég. D

Sékétéli Azodoga, faculté des sciences Toulouse — bourse catég. D

Koudo Siegwand, cons. nat. des arts et métiers Paris — bourse catég. E

Dékadjévi A. Jérôme, E.N.S.A.N. Nancy — bourse catég. E

Milagnawoe Pierre, E.N.S.A. Toulouse — bourse catég. D

d'Almeida Lambert, institut d'études politiques — bourse catég. D

Klousseh Michel, E.N. trésor — bourse catég. E

Ajavon Hyacinthe, faculté des lettres — bourse catég. D

Djondo Kokou Patrice, faculté des lettres — bourse catég. D

Johnson Benjamin Moïse, faculté des lettres — bourse catég. D

Johnson Avita Pérégrine, faculté des lettres — bourse catég. D

Modjinou Kossi Benjamin, faculté des lettres — bourse catég. D

Zoumaro Dominique, faculté des lettres — bourse catég. D

Occansey Siméon, faculté de droit — bourse catég. E

Goka Ebèn-Ezer, école sup. de commerce Lille — bourse catég. D

Lawson Antoine Désiré, école sup. de commerce Lille — bourse catég. D

Lawson Laté David, école sup. de commerce Lille — bourse catég. D

Dossevi Othniel, lycée Descartes lettres supérieures — bourse catég. D

Abotsi Kuma Simon, institut des études économiques — bourse catég. D

Labitey Benjamin, E.N.D.E.S. — bourse catég. E
Mama Alimatou, école de secrétariat de direction — bourse catég. D

Adékplovie Félix, école nationale des douanes — bourse catég. E

Dansou Apéti Pierre, I.N.S.A. Lyon — bourse catég. E

Lawson Robert Têvi, école nationale des ponts et chaussées — bourse catég. E.

Les bourses d'études en France précédemment accordées aux étudiants dont les noms suivent sont supprimées à compter du 1^{er} décembre 1968.

Manédji Hodewu Martin Faculté des Sciences Lille — Pour deux années successives d'échec.

Quadjovie Romuald Faculté des Sciences Lyon — Pour études terminées.

Ekon Francis Institut des Etudes économiques Lyon — Pour études terminées.

Mme Houénassou Louise (née Dravie) Inst. Soc. Montrouge Paris — Sous réserve succès à sa 3^e A. d'Assistance Sociale.

Amah Edouard Ekoué Ecole Nationale Sup. de Bibliothécaire — Paris — Pour études terminées.

Une bourse d'études en France est accordée à chacun des étudiants dont les noms suivent pour l'année universitaire 1968-1969.

Amah G. Jérôme, école sup. de biochimie Paris — BTS — biochimie médicale — bourse catég. D Biochimie médicale.

Mme Boukari Aurératou, école supérieure de chimie Paris — 2^e A. de chimie — bourse catég. D 3^e A. de chimie.

Dankou Anthime, faculté des sc. Poitiers — certificats C1 et C2 et maîtrise — bourse catég. D. Maîtrise de Physique.

Ouyi Tassane Ambroise, lycée de Tokoin — Lomé BAC. philo succès AB. — bourse catég. D. Cinéma.

Lawson James Latévi, école technique de la croix rouge brest. BAC. de technicien (électronicien succès — bourse catég. D. Techniques Electroniques.

Amoussou Cyprienne, école polytechnique féminine sceaux. 4^e A. d'études à EPF — bourse catég. E stage à l'ORTF.

Kpobie Tcha Mathias, université d'Abidjan DUEL 2 de sociologie succès — bourse catég. D. Maîtrise de sociologie.

L'office de coopération et d'accueil universitaire à Paris continue la gestion de ces bourses.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1968, chapitre 42, article 1, paragraphe 6.

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Nomination

N° 29-D-MAE du 22-1-69 — M. Akedjo Emmanuel Septime, adjoint administratif de 1^{re} classe 3^e échelon, récemment mis à la disposition du ministère des affaires étrangères, est nommé chef du service de la comptabilité dudit département, en remplacement de M. Sossah Cosme appelé à d'autres fonctions.

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Mutation

N° 1-D-MAE du 11-1-69 — Est et demeure rapportée la décision n° 20-MAE du 25 octobre 1968 portant mutation de M. Romuald Amegnigan à l'Ambassade de Togo à Lagos (République du Nigéria).

M. Romuald Amegnigan, commis d'administration de 1^{re} classe 3^e échelon, chancelier chargé des questions financières et comptables à l'Ambassade du Togo à Paris, est muté à la Représentation Permanente du Togo auprès de la C.E.E. à Bruxelles.

Les émoluments de l'intéressé seront supportés par le budget général — exercice 1969 — chapitre 12, article 5.

La présente décision aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1969.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Interdiction de séjour

N° 7-INT-APA du 20-1-69 — Le séjour sur toute l'étendue du territoire de la République togolaise est interdit, pour une durée de cinq ans, à compter de la date de sa libération, au nommé Kpana Issifou Gourma, détenu à la prison civile d'Atakpamé, né vers 1929 à Namou Fada-N'Gourma (Haute-Volta), fils de Kpana Mouambo et de Talata Badani, cultivateur, sans domicile, condamné pour vagabondage à un an de prison et cinq ans d'interdiction de séjour par arrêt en date du 24 août 1968 de la cour d'appel du Togo (F.D. 11.113/33.222).

Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées conformément aux dispositions de l'article 45 du code pénal.

Les chefs de circonscription et le directeur de la sûreté nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

N° 8-INT-APA du 23-1-69 — Le séjour sur toute l'étendue du territoire de la République togolaise est interdit, pour une durée de cinq ans, à compter de la date de sa libération, au nommé Fanou Mohibi Paul, détenu à la prison civile de Sokodé, né vers 1939 à Porto-Novo (République du Dahomey), fils de Sourou Moïse et de Soudé, dépanneur radio, domicilié à Aflao (République du Ghana), condamné pour vol à un an de prison et cinq ans d'interdiction de séjour par jugement du 13 mars 1968 du tribunal correctionnel de Lomé (F.D. 11.123/2/3 2222).

Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées conformément aux dispositions de l'article 45 du code pénal.

Les chefs de circonscription et le directeur de la sûreté nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Tableau d'avancement

N° 6-INT-CGC du 15-1-69 — Sont inscrits au tableau d'avancement au titre de l'année 1969 :

1^{er} trimestre

Pour le grade d'adjudant

Les mdl-chefs :

Zoland Emmanuel n° mle 131
Karo Paul n° mle 176
Kataore Alon n° mle 013
Awidjolo Fao n° mle 025

Pour le grade de mdl-chef

Les ex-sgts-chefs :

Tebay Mélébé n° mle 260
Agbotto Thomas n° mle 261
Konto Gnadé n° mle 312

Le m-d-l :

Bodjona Miza Nicolas n° mle 211

Pour le grade de maréchal-des-logis

Les 1^{re} classe :

Awissoba Tchao n° mle 027
Medjamna Yemsa n° mle 018

Pour le grade de gardien de 1^{re} classe

Les 2^e classe :

Hanto Atchaolo n° mle 023
Ayao Aboflan n° mle 022
Batokobagnan Etienne n° mle 042
Lemon Bossiké n° mle 063
Evalo Eko n° mle 044
Lagba Katahouéla n° mle 062
Yeto Aréba n° mle 050

Ariko Adjaou n° mle 039
Amiganvi Robert n° mle 054
Badictaba Hountokoula n° mle 040
Douti Oyou n° mle 043
Batoma Yodi n° mle 041
Lifan M'Bikou n° mle 059
Lakougnon Biantourou n° mle 061
Lamboni Kolani n° mle 060
Biyao Simon Kérin n° mle 056
Dadjo Paul n° mle 084
Namiyabe Yombo n° mle 100
Tchati Sambéri n° mle 112
Angba Allassane n° mle 071
Douti Laré n° mle 086
Ahoude Laouté n° mle 073
Yao Kokou Yakan n° mle 114
Nika Miza n° mle 102
Middi Noufougou n° mle 099
Sanwogou Lamboni n° mle 106
Dari Djambiarou n° mle 083
Madomwe Nabiloua n° mle 125
Akou N'Da n° mle 076
Kadanga Kaina n° mle 092
Kombate Kolani n° mle 095
Atana Kpalakou n° mle 069
Alandja Ali n° mle 075
Daguissim Djato n° mle 082
Kombate Akara n° mle 090
Agossou Hounssou n° mle 119
Abiou Tchao n° mle 120
Ayena Gbessi Ferdinand n° mle 116
Kpelou Mathias n° mle 256
Lamboni Koissi n° mle 146
Lawson Laté Gilbert n° mle 147
Dongawa Kayo n° mle 161
Aduayom Kangni Joseph n° mle 158
Ahador Doumlémé n° mle 156
Kérin Arimiyaou n° mle 190
N'Da Roger n° mle 207
Lemega Kounlété Pierre n° mle 227
Nayo Kossi Lucas n° mle 230
Adjassihoun Kossi n° mle 241
Amissou Sambo n° mle 242
Adabrah Komi Blaise n° mle 243

2^e trimestre

Pour le grade de maréchal-des-logis

Les ex-sergents :

Anani Kokou Etienne n° mle 257
Safae Michel n° mle 258

3^e trimestre

Pour le grade de maréchal-des-logis

Les 1^{re} classe :

Dogo Tchangai n° mle 031
Lemon Sangué n° mle 035

4^e trimestre

Pour le grade de maréchal-des-logis

Les 1^{re} classe :

Kolani François n° mle 037
Pessang Babié n° mle 034.

Promotion

N° 5-INT-CGC du 15-1-69 — Les personnels du corps des gardiens de circonscription dont les noms suivent sont nommés aux grades ci-après et pour compter du 1^{er} janvier 1969 :

Pour le grade d'adjudant

Les mdl-chefs :

Zoland Emmanuel n° mle 131 échelon 1 — indice 900
 Karoh Paul n° mle 176 échelon 1 — indice 900
 Kataore Alon n° mle 013 échelon 3 — indice 1050
 Awidjolo Fao n° mle 025 échelon 2 — indice 950

Pour le grade de maréchal-des-logis-chefs

Les ex-sgts-chefs :

Teby Mélibé n° mle 260 échelon 2 — indice 750
 Agboto Thomas n° mle 261 échelon 2 — indice 750
 Konto Gnadé n° mle 312 échelon 3 — indice 800

Le m-d-l :

Bodjona Miza Nicolas n° mle 211 échelon 1 — indice 700

*Pour le grade de maréchal-des-logis*Les 1^{re} classe :

Awissoba Tchao n° mle 027 échelon 5 — indice 650
 Medjamna Yemsa n° mle 018 échelon 5 — indice 650

*Pour le grade de gardien de 1^{re} classe*Les 2^e classe :

Hanto Atchaholo n° mle 023 échelon 6 — indice 500
 Ayao Aboflan n° mle 022 échelon 6 — indice 500
 Batokobagnan Etienne n° mle 042 échelon 6 — indice 500

Lémon Bossiké n° mle 063 échelon 6 — indice 500
 Evalo Eko n° mle 044 échelon 6 — indice 500
 Lagba Katahouéla n° mle 062 échelon 6 — indice 500
 Yéto Aréba n° mle 050 échelon 6 — indice 500
 Ariko Adjao n° mle 039 échelon 6 — indice 500
 Amiganvi Robert n° mle 054 échelon 6 — indice 500
 Badictéba Hountokoula n° mle 040 échelon 6 — indice 500

Douti Oyou n° mle 043 échelon 6 — indice 500
 Batoma Yodi n° mle 041 échelon 6 — indice 500
 Lifan M'Bikou n° mle 059 échelon 6 — indice 500
 Lakougnon Bitantourou n° mle 061 échelon 6 — indice 500

Lamboni Kolani n° mle 060 échelon 6 — indice 500
 Biyao Simon Kérim n° mle 056 échelon 6 — indice 500
 Dadjo Paul n° mle 084 échelon 6 — indice 500
 Namiyabé Yombo n° mle 100 échelon 6 — indice 500
 Tchati Sambéri n° mle 112 échelon 5 — indice 450
 Angba Alassane n° mle 071 échelon 5 — indice 450
 Douti Laré n° mle 086 échelon 5 — indice 450
 Ahoudé Laouté n° mle 073 échelon 5 — indice 450
 Yao Kokou Yakan n° mle 114 échelon 5 — indice 450
 Nika Miza n° mle 102 échelon 5 — indice 450
 Middi Noufougou n° mle 099 échelon 5 — indice 450
 Sanwogou Lamboni n° mle 106 échelon 5 — indice 450
 Dari Djambiarou n° mle 083 échelon 5 — indice 450
 Madomwé Nabiloua n° mle 125 échelon 5 — indice 450
 Akou N'Da n° mle 076 échelon 5 — indice 450
 Kadanga Kaïna n° mle 092 échelon 5 — indice 450

Kombaté Kolani n° mle 095 échelon 5 — indice 450
 Atana Kpalakou n° mle 069 échelon 5 — indice 450
 Alandja Ali n° mle 075 échelon 5 — indice 450
 Dagoussim Djato n° mle 082 échelon 5 — indice 450
 Kombaté Akara n° mle 090 échelon 5 — indice 450
 Agossou Hounssou n° mle 119 échelon 5 — indice 450
 Abiou Tchao n° mle 120 échelon 5 — indice 450
 Ayéna Gbessi Ferdinand n° mle 116 échelon 5 — indice 450

Mensah Essé n° mle 126 échelon 5 — indice 450
 Kpélou Mathias n° mle 256 échelon 4 — indice 420
 Lamboni Koissi n° mle 146 échelon 4 — indice 420
 Lawson Latté Gilbert n° mle 147 échelon 4 — indice 420
 Dongawa Kayo n° mle 161 échelon 4 — indice 420
 Aduayom Kangni Joseph n° mle 158 échelon 4 — indice 420

Ahador Doumlémé n° mle 156 échelon 4 — indice 420
 Kérim Arimiyaou n° mle 190 échelon 3 — indice 395
 N'Da Roger n° mle 207 échelon 3 — indice 395
 Léméga Kounlété Pierre n° mle 227 échelon 3 — indice 395

Nayo Kossi Lucas n° mle 230 échelon 3 — indice 395
 Boare Kombaté n° mle 182 échelon 3 — indice 395
 Adjassihoun Kossi n° mle 241 échelon 2 — indice 360
 Amissou Sambo n° mle 242 échelon 2 — indice 360
 Adabrah Komi Blaise n° mle 243 échelon 2 — indice 360.

Le traitement des intéressés reste imputable au chapitre 14 — article 5 — paragraphe 3 du budget général.

Rappel à l'activité

N° 2-INT-STCS du 10-1-69 — M. Mamadou Boukari, gardien de la paix de 1^{re} classe 1^{er} échelon du corps de la police, exclu temporairement de ses fonctions pour une période de six mois à compter du 1^{er} juillet 1968, est rappelé à l'activité et remis à la disposition du directeur de la sûreté nationale.

Le présent arrêté a effet pour compter du 1^{er} janvier 1969.

MINISTRE DE LA JUSTICE, GARDE DES SCEAUX**Passages automatiques d'échelon**

N° 1-MJ du 17-1-69 — Sont constatés pour compter des dates ci-dessous, les passages automatiques aux échelons supérieurs de leurs grades des magistrats ci-après désignés :

Au 3^e échelon du 3^e grade

MM. Bannerman W. Oswald — magistrat du 3^e grade, 2^e échelon pour compter du 15 septembre 1966 — A.C. néant.

Apédo Laclé Emmanuel — magistrat du 3^e grade, 2^e échelon pour compter du 15 septembre 1966 — A.C. néant.

• Pédanou Hilaire — magistrat du 3^e grade, 2^e échelon pour compter du 15 septembre 1966 — A.C. néant.

Au 4^e échelon du 3^e grade

MM. Adotévi Michel — magistrat du 3^e grade, 3^e échelon pour compter du 27 septembre 1966 — A.C. néant.

Lawson Georges — magistrat du 3^e grade, 3^e échelon pour compter du 27 septembre 1966 — A.C. néant.

Ségbéaya Louis — magistrat du 3^e grade, 3^e échelon pour compter du 27 septembre 1966 — A.C. néant.

MINISTRE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

ARRETE N° 17-MFE du 15-1-69 *autorisant l'ouverture de guichets de banques à l'intérieur du Togo.*

LE MINISTRE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE,

Vu les demandes déposées par la Banque Internationale pour l'Afrique Occidentale, la Banque Nationale de Paris et l'Union Togolaise de Banque ;

Vu la loi n° 65-14 du 21 juillet 1965 portant organisation de la profession bancaire et des activités s'y rattachant et réglementation du crédit, et notamment ses articles 31 et 32 ;

Vu le décret n° 65-152 du 29 septembre 1965, en son article 1^{er} ;

Vu l'avis de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest,

ARRETE :

Article premier — La Banque Internationale pour l'Afrique Occidentale est autorisée à ouvrir un bureau à Atakpamé (circonscription d'Atakpamé).

Art. 2 — La Banque Nationale de Paris est autorisée à ouvrir un bureau à Palimé (circonscription de Klouto) et un bureau au port de Lomé.

Art. 3 — L'Union Togolaise de Banque est autorisée à ouvrir un bureau à Atakpamé, un bureau à Palimé et un bureau au port de Lomé.

Art. 4 — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 15 janvier 1969,
B. Djobo

Subventions

N° 29-D-MFE-F du 15-1-69 — Une subvention d'équilibre de trente cinq millions (35.000.000) de francs est accordée au centre national hospitalier du Togo au titre de l'exercice budgétaire 1968.

Cette somme sera mandatée au nom du trésorier-payeur pour le compte dudit centre.

La dépense est imputable au budget général, chapitre 39, article 2, exercice 1968.

N° 42-D-MFE-FO du 20-1-69 — Est autorisé le mandatement au nom du trésorier-payeur du Togo, d'une somme de quatre cent trente cinq millions (435.000.000) de francs au titre de subvention du budget général, au budget d'investissement pour la gestion 1969.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1969, chapitre 41, article 8.

Cette subvention de quatre cent trente cinq millions (435.000.000) de francs sera constatée en recette au budget d'investissement, gestion 1969, titre 2, chapitre 1, rub. h.

N° 45-D-MF-MEN du 21-1-69 — Une subvention de 2.111.040 cfa (deux millions cent onze mille quarante cfa) soit 42.220,80 FF (quarante-deux mille deux cent vingt francs français quatre-vingts centimes) est accordée à l'Office de Coopération et d'Accueil Universitaire à Paris pour servir de paiement des allocations de 34 étudiants togolais boursiers en France pour la période de décembre 1968 suivant détail ci-après : 24 bourses D et 10 bourses E soit 34 bourses.

Allocations brutes : $20.000 \times 34 = 680.000$
Prestations tarifées à 40% : $680.000 \times 40 = 272.000$

100

Total = 952.000

Frais fonctionnement office
à 2% — $952.000 \times 2 = 19.040$
100

Supplément au profit des bénéficiaires des bourses catégorique E : $15.000 \times 10 = 150.000$

Prime pour équipement ou renouvellement trousseau : $30.000 \times 33 = 990.000$

Total = 2.111.040

Le montant de cette subvention sera mandaté par les soins du service des finances de la République togolaise au profit de l'agent comptable de l'Office de Coopération et d'Accueil Universitaire de Paris — CCP Paris 90 61 41.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1968, chapitre 42, article 1, paragraphe 6.

Prorogation de crédits

N° 20-MFE-FO du 20-1-69 — Est prorogée jusqu'au 28 février 1969, la période pendant laquelle pourront se régler les dépenses afférentes aux travaux ci-après désignés :

*Budget général — Intervention de l'Etat***CHAPITRE 37**

Art. 1 — Entretien et grosses réparations des bâtiments de la capitale.

Art. 2 — Entretien et grosses réparations des bâtiments des circonscriptions.

CHAPITRE 38

Art. 1 — Matériel routier.

Art. 2 — Entretien et grosses réparations des routes

Art. 3 — Entretien et réparation des ponts.

Le directeur des finances, ordonnateur-délégué, le chef du service des travaux publics, le trésorier-payeur et les chefs de circonscriptions administratives intéressés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Concession d'une allocation de veuve et d'orphelin

N° 22-MFE-MF-CR du 21-1-69 — Il est accordé sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Agbada Amémelio Mimossodé (née Gavo), épouse de l'ex-ouvrier de 1^{re} classe des chemins de fer du Togo Agbada Amoussou, titulaire d'allocation de retraite n° 201, décédé le 13 juin 1968, une allocation de veuve fixée à vingt huit mille neuf cent quatre-vingts (28.980) francs l'an pour compter du 14 juin 1968.

Il est également alloué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, une pension temporaire d'orphelin fixée à cinq mille sept cent quatre-vingt seize (5.796) francs l'an pour compter du 1^{er} juillet 1968 à chacun des orphelins désignés ci-dessous :

Afanyakossou, née le 16 août 1953

Kokou, né le 18 avril 1956

Léopold, né le 15 octobre 1959

Suzanna, née le 17 juillet 1962.

Les allocations d'orphelin susvisées seront payées entre les mains de Mlle Agbada Ayawavi Clémence, demeurant à Lomé, tutrice des orphelins mineurs.

Nomination

N° 47-D-MFE du 22-1-69 — M. Akedjo Emmanuel Septime, adjoint administratif de 1^{re} classe 3^e échelon, nommé chef du service de la comptabilité du ministère

des affaires étrangères par décision n° 29-MAE du 22 janvier 1969 est nommé régisseur de la caisse d'avance de l'hôtel du ministère des affaires étrangères en remplacement de M. Sossah Cosme.

La présente décision a effet pour compter de la date de sa signature.

Allocation viagère

N° 21-MFE-MF-FR du 21-1-68 — Une allocation viagère annuelle de cinquante et un mille quatre cent quatre-vingt quatre (51.484) francs est accordée à M. Attah Laurent, agent permanent de 5^e catégorie échelle A, précédemment en service à Sokodé, qui a accompli 21 ans 11 mois de services effectifs au 5 février 1968 inclus, veille de la date de la cessation de ses fonctions pour limite d'âge constatée par décision n° 918-MFP du 2 juillet 1968 et rectificatif du 12 août 1968 à la décision n° 1477-MFP du 1^{er} décembre 1967.

Cette allocation viagère, payable par trimestre et à terme échu à compter du 6 février 1968, est imputable au budget général du Togo.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE**Dates des examens et concours pour l'année scolaire 1968-1969**

N° 211-D-MEN du 31-12-68 — Les examens et concours de l'année scolaire 1968-1969 auront lieu aux dates suivantes :

Type d'examen ou concours	Date de clôture du registre	Date de l'examen ou concours	Date de correction
Entrée en 6 ^e	3 mars 1969	27 mai 1969	4 juin 1969
C.E.P.E.	16 mai 1969	18 juin 1969	immédiate
C.F.E.N.	9 juin 1969	7 juillet 1969	immédiate
B.E.P.C.			
1 ^{re} session			
2 ^e session	8 mars 1969	10 et 11 juin 1969 18 et 19 sept. 1969	16 juin 1969 1 ^{er} octobre 1969
PROBATOIRE			
1 ^{re} session			
2 ^e session	20 mars 1969	23, 24, 25 juin 1969 6, 7, 8 octobre 1969	27 juin 1969 13 octobre 1969
CAP commercial	10 mai 1969	9 au 14 juin 1969	immédiate
CAP industriel	17 mai 1969	16 au 21 juin 1969	immédiate
Monitorat	3 février 1969	29 août 1969	10 septembre 1969
C.E.A.P.	3 février 1969	29 et 30 août 1969	10 septembre 1969
C.A.P.	3 février 1969	30 août 1969	10 septembre 1969
Entrée en formation Lama-Kara	12 août 1969	13 octobre 1969	immédiate
Recrutement d'instituteurs-adjoints stagiaires	8 août 1969	8 octobre 1969	immédiate

La date d'examen du baccalauréat sera fixée ultérieurement.

Admission d'élèves-maîtres au cours normal de Lama-Kara

N° 7-D-MEN du 10-1-69 — Sont déclarés définitivement admis au concours d'entrée au cours normal de Lama-Kara (session du 31 octobre 1968), les candidats dont les noms suivent :

Atsu Kodzo Laurent	Kétouh K. Messan
Houndjago E. Kpadenou	Boukari A. Anchialos
Segbaya Marie-Evelyne	Bouagbé I. Robert
Abbey Joseph	Edorh Dovi Martin
Atakpamey K. Thomas	Napoh Tebana Adzra
Egbélé Kwami Ekins	Yékplé Céphas Koffi
Hillah Ambroise	Tchami Kodjo
Dokpo Yawo Raphaël	Danhovi K. Emile
Agbé Elie	Moussa Saïbou
Sokpo G. Sêmadégbé	Kpélévi Florencia
de Souza M. Joachim	Mensah Koffi Didier
Etsy K. Bénony	Yawo Salomon
Ahovey Jean-Louis I. Messan	Alassani Saïbou
Awiya Séraphin	Tchara Koffi
Dométi Komi Mathieu	Alaba Edouard
Adikou Kossi Robert	Gnavo Honoré Akodégla
Maboudou Sessou	Tchakan Nothan Paul
N'Sougan Martin	Sontoua Benjamin
Avosey Ankou Michel	Koffi Afiwa Véronique
Takou K. René	Dzougbedo Raphaël
Amégatsé Simon-Pierre	Gouvidé Dadjedji
Fiagbédjé Eugène	Sedji K. Christophe
Assiongbon Philippe	Kaiser Koffi Emmanuel
Mihluédo Samuel	Améwounou Mensah
Dagadou Kodjo Théodore	Evoda Yao Joseph

La date d'entrée au cours est fixée au 18 novembre 1968 à 7 heures 30.

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Promotions

N° 28-MFP du 20-1-69 — Sont promus au titre de l'année 1968, les fonctionnaires du corps de l'administration générale dont les noms suivent :

Premier semestre

Pour compter du 1^{er} janvier 1968

CADRE DES ADMINISTRATEURS CIVILS (catégorie A1)

Au 1^{er} échelon du grade d'administrateur civil de 1^{re} classe

Placktor Anani Prosper, administrateur civil de 2^e classe 4^e échelon

Lamboni Barthélémy, administrateur civil de 2^e classe 4^e échelon.

N° 29-MFP du 20-1-69 — Sont promus au titre de l'année 1968, les fonctionnaires du corps des chemins de fer et wharf dont les noms suivent :

Premier semestre

Pour compter du 1^{er} janvier 1968

CADRE DES ADJOINTS TECHNIQUES (catégorie B)

Au grade d'adjoint technique principal de C.E.

Brenner Charles, adjoint technique principal 3^e échelon

CADRE DES AGENTS DE MAITRISE (catégorie C)

Chef de station

Au 1^{er} échelon du grade de chef de station principal

Kuadjovi Yonas, chef de station de 1^{re} classe 3^e échelon

Contremaître

Au 1^{er} échelon du grade de contremaître principal.

Codjo Georges, contremaître de 1^{re} classe 3^e échelon

CADRE DES AGENTS SPECIALISES (catégorie D)

Chefs de train

Au grade de chef de train principal de C.E.

Perlas Félix, chef de train principal 3^e échelon

Kouassivi Jean-Marie, chef de train principal 3^e échelon

Ouvriers

Au grade d'ouvrier principal de C.E.

Atadoutin A. Sébastien Lawson Lucien

Klouvi Folly Hubert

Ouvriers principaux 3^e échelon.

Mécaniciens

Au grade de mécanicien principal de C.E.

Danon B. Vincent Akpaka Benoît

Noudoda Simon Wurah Thomas

Mécaniciens principaux 3^e échelon.

Deuxième semestre

CADRE DES ADJOINTS TECHNIQUES (catégorie B)

Pour compter du 1^{er} juillet 1968

Au 1^{er} échelon du grade d'adjoint technique principal

Afangbom Emmanuel, adjoint technique de 1^{re} classe 3^e échelon.

CADRE DES AGENTS SPECIALISES (catégorie D)

Pour compter du 1^{er} octobre 1968

Ouvrier

Au grade d'ouvrier principal de classe exceptionnelle

Kuaovi Moïse, ouvrier principal 3^e échelon.

Intégrations

N° 16-MFP du 15-1-69 — Mme Péré Elisabeth, née Johannes-Péle, licenciée es-sciences naturelles est admise dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1.300) et mise à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 4, paragraphe 7 du budget général jusqu'au 31 décembre 1968).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

N° 17-MFP du 15-1-69 — M. Lawson Cyrille, surveillant adjoint 4^e échelon du corps des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles, titulaire du brevet de technicien (spécialité constructeur en bâtiment) est nommé adjoint technique 1^{er} échelon (catégorie B — indice 750) pour compter du 31 octobre 1967.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

N° 26-MFP du 18-1-69 — M. Akuesson Thomas, agent contractuel au salaire mensuel de 42.000 francs, titulaire du C.A.P. d'aide-comptable, du brevet d'enseignement commercial 1^{er} degré (option comptable) et qui a effectué les stages pratiques suivants :

12 mois chez M. Lombard, comptable agréé, à la demande du gouvernement ;

12 mois dans les services de la trésorerie des Bouches-du-Rhône à Marseille ;

6 mois auprès de l'agence comptable central du trésor à Paris, est intégré dans le corps des fonctionnaires du trésor en qualité de contrôleur (catégorie B) conformément aux dispositions de l'article 39 du décret n° 66-119 du 18 juillet 1966 et dans les conditions suivantes :

1-1-67 — contrôleur de 2^e classe 1^{er} échelon A.C. 7a 1m 16j

1-1-67 — contrôleur de 2^e classe 2^e échelon A.C. 5a 1m 16j

1-1-67 — contrôleur de 2^e classe 3^e échelon A.C. 3a 1m 16j

1-1-67 — contrôleur de 2^e classe 4^e échelon A.C. 1a 1m 16j

1-1-68 — contrôleur de 1^{re} classe 1^{er} échelon A.C. 1m 16j.

M. Akuesson bénéficiera du traitement attaché au grade de contrôleur de 2^e classe 4^e échelon (indice 1050) conformément aux dispositions des articles 1 et 2 de la loi n° 65-28 du 22 décembre 1965.

M. Akuesson fera valider ses services contractuels conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963 fixant le régime des

pensions civiles et militaires de la caisse de retraites du Togo.

Le présent arrêté abroge le contrat de travail consenti à l'intéressé et a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

N° 30-MFP du 20-1-69 — M. Alfa Kpatcha Célestin, titulaire de deux C.A.P. et du certificat final de technicien supérieur d'Etat de l'Ecole de Technicien pour Construction des Machines Robert-Bosch-Schule en Allemagne Fédérale, est admis dans le corps des fonctionnaires des chemins de fer et wharf en qualité d'adjoint technique de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (spécialité chef d'atelier — catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre des travaux publics, des mines, des transports, des postes et télécommunications (budget annexe des C.F.T.).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N° 35-MFP du 20-1-69 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne MM. Ajavon Nicolas et Idrissou Abdoulaye l'arrêté n° 604-MFP du 30 décembre 1968 portant intégration.

N° 41-MFP du 25-1-69 — Les candidats ci-après désignés, titulaires du brevet de l'Ecole Nationale d'Administration (promotion 1966-1968) sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'administration générale en qualité de secrétaires d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaires (catégorie B — indice 750) pour compter du 1^{er} janvier 1969 :

Adomey Paul	Tchao K. Lambert
Salifou B. Ferdinand	Eso Salifou Aliou
Addor Christian	Amegan César
Aouissi Lodé	Haden Thomas.

Les intéressés reçoivent les affectations suivantes :

Ministère de la justice

(chapitre 16, article 4, paragraphe 1 du budget général)

Adomey Paul

Ministère du commerce, de l'industrie, du tourisme et du plan

(budget autonome de l'O.P.A.T.)

Salifou Birama Ferdinand

(chapitre 20, article 7 du budget général)

Addor Christian

Ministère de l'intérieur

(chapitre 14, article 5, paragraphe 1 du budget général)

Aouissi Lodé

Ministère du travail, des affaires sociales et de la fonction publique

(chapitre 24, article 8, paragraphe 1 du budget général)

Amegan César

Ministère des finances et de l'économie

(chapitre 8, article 8 du budget général)

Tchao K. Lambert

(chapitre 8, article 11 du budget général)

Esso Salifou Aliou

(chapitre 8, article 14 du budget général)

Haden Thomas

Le présent arrêté aura effet au point de vue de la solde pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Titularisations

N° 19-MFP du 15-1.69 — Les gardiens de la paix 1^{er} échelon stagiaires du corps des fonctionnaires de la police dont les noms suivent, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi pour compter du 1^{er} août 1968 (ancienneté conservée : 1 an).

Kogbé Seth

Dakétsé Timothée

Akakpo Roger

Badagbor Simon

Nouwozan Patrice

Kombaté T. Clément

Agodé Kodjo Louis.

N° 20-MFP du 17-1.69 — Les assistants d'hygiène d'Etat de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaires du corps du personnel médical et technique de la santé publique dont les noms suivent, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi pour compter du 1^{er} novembre 1967 (ancienneté conservée : 1 an).

Edorh A. Michel

Molley Abraham

Zozo K. Christophe

Séwavi Antoine

Biem K. Christophe

Manaoba N'péna

Lodonou K. Gustave.

Les intéressés sont élevés au 2^e échelon de leur grade pour compter du 1^{er} novembre 1968.

N° 21-MFP du 17-1.69 — M. Ewotokpo Alohou Lucien, infirmier-adjoint 1^{er} échelon stagiaire du corps du personnel médical et technique de la santé publique, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi pour compter du 1^{er} octobre 1966 (ancienneté conservée : 1 an).

M. Ewotokpo est élevé au 2^e échelon de son grade pour compter du 1^{er} octobre 1967.

N° 22-MFP du 17-1.69 — Mlle Lassissi Tayibatou, assistante d'hygiène d'Etat de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire du corps du personnel médical et technique de la santé publique, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisée dans son emploi pour compter du 24 avril 1968 (ancienneté conservée : 1 an).

Mlle Lassissi est élevée au 2^e échelon de son grade pour compter du 24 avril 1969.

N° 23-MFP du 17-1.69 — M. Sopoh Raphaël, officier de police-adjoint de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de la police, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi pour compter du 1^{er} août 1968 (ancienneté conservée : 1 an).

N° 24-MFP du 17-1.69 — Les infirmiers et infirmières d'Etat de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaires du corps du personnel médical et technique de la santé publique dont les noms suivent, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi pour compter du 1^{er} février 1968 (ancienneté conservée : 1 an).

Houédakor Dedeви Marie (en religion sœur Ambroise Rita)

Akpatsi Théophile

Akogo Richard

Adodjissih Emile

Les intéressés sont élevés au 2^e échelon de leur grade pour compter du 1^{er} février 1969.

N° 33-MFP du 20-1.69 — Mlle Adjomayi Ayoko Olga, sage-femme de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire du corps du personnel médical et technique de la santé publique, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisée dans son emploi pour compter du 20 janvier 1968 — A.C. 1 an.

Mlle Adjomayi est élevée au 2^e échelon de son grade pour compter du 20 janvier 1969.

N° 34-MFP du 20-1.69 — Les sages-femmes de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaires du corps du personnel médical et technique de la santé publique dont les noms suivent, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisées dans leur emploi pour compter du 14 juillet 1968 — A.C. 1 an.

Olympio Julienne

Chilloh Henriette

Gbikpi Marie

Johnson Angèle

Adjanor Odette

Ahianor (née Labah) Marthe

Quaye Georgina.

N° 36-MFP du 21-1.69 — Mlle Bodjona Justine, sage-femme de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire du corps du personnel médical et technique de la santé publique, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisée dans son emploi pour compter du 13 juin 1967 — A.C. 1 an.

Mlle Bodjona est élevée au 2^e échelon de son grade pour compter du 13 juin 1968.

N° 37-MFP du 21-1.69 — Mlle Bessa Charlotte, sage-femme de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire du corps du personnel médical et technique de la santé publique,

qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisée dans son emploi pour compter du 1^{er} février 1968 — A.C. 1 an.

Mlle Bessa est élevée au 2^e échelon de son grade pour compter du 1^{er} février 1969.

N° 38-MFP du 21-1-69 — M. Djalongué Oudane Innocent, secrétaire d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de l'administration générale, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi pour compter du 1^{er} janvier 1968 — A.C. 1 an.

M. Djalongué est élevé au 2^e échelon de son grade pour compter du 1^{er} janvier 1969.

Passages automatiques d'échelon

N° 41-D-MFP du 15-1-69 — Mme Dogo, née Blakimé Marie, institutrice-adjointe de 3^e classe 2^e échelon du corps des fonctionnaires de l'enseignement, est élevée au 3^e échelon de son grade pour compter du 1^{er} octobre 1967.

N° 42-D-MFP du 15-1-69 — M. Nabédé Alexandre, médecin en chef 2^e échelon du corps du personnel médical et technique de la santé publique, est élevé au 3^e échelon de son grade pour compter du 1^{er} juillet 1968.

N° 48-D-MFP du 15-1-69 — M. Assiongbon Just Frumens, brigadier 2^e échelon du corps des fonctionnaires des douanes, est élevé au 3^e échelon de son grade pour compter du 1^{er} janvier 1968 — A.C. un an.

N° 50-D-MFP du 15-1-69 — M. Viegninou Bernard, agent technique de 2^e classe 3^e échelon du corps des fonctionnaires de la statistique générale, est élevé au 4^e échelon de son grade pour compter du 1^{er} janvier 1968.

Régularisation de situation administrative

N° 31-MFP du 20-1-69 — La situation administrative de M. de Médeiros Victor, administrateur civil est régularisée comme suit :

15-12-63 — administrateur civil de 2^e classe 2^e échelon
15-12-65 — administrateur civil de 2^e classe 3^e échelon
15-12-67 — administrateur civil de 2^e classe 4^e échelon.

Engagements

N° 39-D-MFP du 14-1-69 — Les candidats ci-dessous désignés sont engagés dans les conditions suivantes et mis à la disposition du ministre des finances et de l'économie (chapitre 8, article 10 du budget général).

Agents permanents 5^e catégorie échelle A.
Djossou Aholou }
Ozou Christophe } titulaires du BEPC

Comptable permanent 4^e catégorie échelle A.
da Silveira Emmanuel

Agents permanents 2^e catégorie échelle A.
Boffoh Kassim }
Fiavor Kokou Félix }
Malou B. Sylvestre }
Djibrilou Hamida }
Lodonou K. Victor
Migbodjoe C. K. Michel
Ouro-Djoko Assoumaila

La présente décision a effet pour compter de la date de sa signature.

N° 80-D-MFP du 20-1-69 — M. Mensah Hubert, titulaire du baccalauréat, est engagé en qualité de contrôleur des postes et télécommunications au salaire mensuel de trente mille six cent trente (30.630) francs et mis à la disposition du ministre des travaux publics, des mines, des transports, des postes et télécommunications (chapitre 18 — article 5 du budget général).

Pour les déplacements, il est classé au groupe IV.

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service.

N° 81-D-MFP du 20-1-69 — Mlle da Silva Raymonde, agent permanent de 6^e catégorie échelle C, qui a effectué un stage de formation en France, est engagée en qualité de secrétaire de direction permanente hors catégorie et mise à la disposition du ministre du commerce, de l'industrie, du tourisme et du plan (chapitre 30, article 4 du budget général).

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

N° 82-D-MFP du 20-1-69 — M. Tchaço Sobabi est engagé en qualité de jardinier permanent de 1^{re} classe catégorie échelle A et mis à la disposition du ministre de la santé publique (chapitre 22, article 8, paragraphe 7 du budget général).

La présente décision a effet pour compter de la date de sa signature.

Affectation

N° 27-D-MFP du 9-1-69 — Est et demeure rapportée la décision n° 1898-MFP du 26 décembre 1968 portant mise à la disposition du ministre de l'économie rurale de M. Floquet Michel, fonctionnaire de l'assistance technique française.

Admissions

N° 30-D-MFP du 10-1-69 — Sont déclarées définitivement admises à l'examen de sortie du Centre National de Formation Sociale, session du 12 décembre 1968, les candidates dont les noms suivent :

1^{re} Akitani Cécile
2^e Amegan Victorine.

N° 72-D-MFP du 17-1-69 — Est et demeure rapportée la décision n° 1-MFP du 3 janvier 1969 arrêtant la liste des candidats admis au concours professionnel pour le recrutement de deux agents d'exploitation des postes et télécommunications.

N° 90-D-MFP du 21-1-69 — Sont déclarés définitivement admis par ordre de mérite au concours professionnel ouvert par arrêté n° 400-MFP du 30 septembre 1968 pour le recrutement de quatre infirmiers d'élevage (service d'élevage) les candidats dont les noms suivent :

Abalo Christian
Ali Idrissou

Sanwogou Michel
Abdoulaye Morou.

N° 91-D-MFP du 21-1-69 — Sont déclarés définitivement admis par ordre de mérite au concours professionnel ouvert par arrêté n° 463-MFP du 26 octobre 1968 pour le recrutement de trois infirmiers d'élevage (service des pêches) les candidats dont les noms suivent :

Aguidi Pierre
Folly Gustave

Thita Thomas.

Détachements

N° 18-MFP du 15-1-69 — Mme Adabra Immaculée, institutrice adjointe de 3^e classe 4^e échelon du corps des fonctionnaires de l'enseignement, en position de détachement auprès du gouvernement de la République du Niger, est maintenue dans cette position pour une période de deux ans à compter du 1^{er} octobre 1967,

N° 27-MFP du 18-1-69 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 589-MFP du 23 décembre 1968 portant détachement de M. Affoh Alassani Martin pour servir au Port de Lomé.

Suspension de fonctions

N° 42-MFP du 25-1-69 — M. Warbutin Georges, préposé de 1^{re} classe 2^e échelon du corps des fonctionnaires des postes et télécommunications, en service à Lomé, en instance de comparution devant le conseil de discipline, est suspendu de ses fonctions.

Pendant la suspension, M. Warbutin n'aura droit à aucun traitement à l'exclusion des allocations à caractère familial.

Le présent arrêté a effet pour compter du 14 janvier 1969.

Sanction disciplinaire

N° 43-MFP du 25-1-69 — Une mise à pied de trente jours avec privation de solde est infligée à M. Tamékloe Mathieu, administrateur civil de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de l'administration

générale, en service à l'inspection du travail à Lomé pour manquement grave.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de sa notification à l'intéressé.

Cessation définitive de fonctions pour limite d'âge

N° 38-D-MFP du 14-1-69 — Est constatée, pour compter du 1^{er} février 1969, la cessation définitive de fonctions de M. Gavon Joseph, agent permanent 6^e catégorie échelle C, (né vers 1912) engagé le 8 juillet 1948, en service à l'ASECNA.

L'intéressé pourra prétendre à l'indemnité compensatrice de congé payé calculée au prorata du temps de service effectué depuis le dernier congé.

M. Gavon, qui a accompli plus de vingt ans de services effectifs, peut prétendre au bénéfice de l'allocation viagère dans les conditions prévues par l'arrêté n° 446-55/ITLS du 27 avril 1955.

N° 58-D-MFP du 15-1-69 — Est constatée, pour compter du 1^{er} janvier 1969, la cessation définitive de fonctions de certains agents permanents dont les noms suivent en service au réseau des C.F.T., atteints par la limite d'âge.

Salifou Moussa, serre-frein n° mle 10.330 échelle D — échelon 9, né en 1913, engagé le 29 janvier 1945 (exploitation) soit 23 ans 11 mois.

Mitokpé Antoine, chef de train n° mle 10.305 échelle E — échelon 9, né en 1913, engagé le 16 mai 1935 (exploitation) soit 33 ans 7 mois.

Anani Emmanuel, téléphoniste n° mle 10.377 échelle F — échelon 9, né en 1913, engagé le 16 janvier 1940 (exploitation) soit 28 ans 11 mois.

Toméga Paul, chef de train n° mle 11.702 échelle H — échelon 9, né en 1913, engagé le 26 juillet 1938 (exploitation) soit 30 ans 5 mois.

Adinsi Missohoun, chef d'équipe n° mle 10.241 échelle G — échelon 9, né en 1913, engagé le 5 janvier 1940 (exploitation) soit 28 ans 11 mois.

Midékor Emile, chef poseur n° mle 11.642 échelle F — échelon 9, né en 1913, engagé le 23 juillet 1945 (voie-bâts) soit 23 ans 5 mois.

Bilakéma Mougoya, chef poseur n° mle 10.662 échelle E — échelon 9, né en 1913, engagé le 1^{er} juillet 1946 (voie-bâts) soit 22 ans 6 mois.

Sossavi Ayoh, chef poseur n° mle 11.396 échelle E — échelon 9, né en 1913, engagé le 21 septembre 1946 (voie-bâts) soit 22 ans 3 mois.

Azama Noumohinvi, contremaître n° mle 11.051 échelle H — échelon 9, né en 1913, engagé le 1^{er} novembre 1937 (voie-bâts) soit 31 ans 2 mois.

Mensah Adjrolo Zinsè, chef d'équipe n° mle 11.269 échelle E — échelon 9, né en 1913, engagé le 22 août 1944 (voie-bâts) soit 24 ans 4 mois.

Amégan Asséta Amouzou Benoît, ajusteur n° mle 10.180 échelle H — échelon 9, né en 1913, engagé du 1^{er} juin 1928 au 26 novembre 1931 (M.T.), du 25 janvier 1932 au 31 mars 1934 (travaux neufs) et du 1^{er} mars 1935 au 31 décembre 1968 (mat.-traction) soit 39 ans 4 mois.

Agossou Pierre, ajusteur n° mle 10.219 échelle E — échelon 9, né en 1913, engagé le 8 mai 1941 (mat.-traction) soit 27 ans 7 mois.

Kouassi Agbo, ajusteur n° mle 10.140 échelle F — échelon 8, né en 1913, engagé du 2 janvier 1940 au 30 juin 1942 et du 5 avril 1950 au 31 décembre 1968 (mat.-traction) soit 21 ans 1 mois.

Adjanoh Blewussi Damase, charpentier n° mle 11.701 échelle F — échelon 9, né en 1913, engagé du 10 janvier 1937 au 13 janvier 1940 (V.B.), du 20 janvier 1941 au 10 avril 1947 (T.P. Sud), du 5 septembre 1947 au 31 décembre 1950, du 26 mai au 21 septembre 1953 (V.B.) et du 11 décembre 1951 au 31 décembre 1968 (mat.-traction) soit 29 ans 9 mois.

Les intéressés qui comptent plus de vingt ans d'ancienneté de services pourront prétendre à une allocation viagère annuelle égale à 15% du salaire moyen des douze derniers mois pour chaque année de service.

La dépense est imputable au chapitre 2, article 6, paragraphe 4 du budget annexe des C.F.T.

Ces agents, qui ont été prévenus réglementairement et qui ont bénéficié de leurs congés annuels, n'auront pas droit à l'indemnité compensatrice de congé.

Démission

N° 33-D-MFP du 11-1-69 — Est acceptée, pour compter du 1^{er} mars 1969, la démission de son emploi offerte par M. Adakpam A. Augustin, pompiste permanent de 4^e catégorie échelle D, en service à la station de pompage à Agouevé.

L'intéressé qui remplit les conditions fixées par l'article 3 de l'arrêté n° 446-55/ITLS du 27 avril 1955 peut prétendre au bénéfice d'une allocation viagère.

Licenciements

N° 13-MFP du 11-1-69 — M. Acakpo Akouété Lucien, instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de l'enseignement est licencié de son emploi pour abandon de poste.

Le présent arrêté a effet pour compter du 10 décembre 1968.

N° 110-D-MFP du 25-1-69 — Est et demeure rapportée la décision n° 1.476/MFP du 12 octobre 1968 portant licenciement de Mlle Fumey Victorine, agent permanent 5^e catégorie échelle D des postes et télécommunications.

La présente décision a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Retraite

N° 12-MFP du 11-1-69 — M. Adjamgba Marc, agent technique principal 3^e échelon du corps médical et technique de la santé publique, en service à Lomé est admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} février 1969 en application des dispositions de l'article 4 (nouveau) de l'ordonnance n° 12 du 1^{er} avril 1968.

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES TRANSPORTS, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Nominations

N° 1-MTP du 6-1-69 — M. Francis Koffi Ames est nommé chef du service de l'administration centrale du Port Autonome de Lomé, en remplacement de M. Heinersdoff.

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de prise de fonction de l'intéressé.

N° 3-MTP du 17-1-69 — M. Locoh Lucien, préposé principal de classe exceptionnelle des postes et télécommunications, est nommé provisoirement gestionnaire en remplacement de M. Amevor Pierre désigné pour participer à un séminaire en Suisse.

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de départ de M. Amevor.

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

Radiation

N° 3-D-MSP du 17-1-69 — M. Ataklo Godwin, élève de 2^e année de l'Ecole Nationale des infirmiers et infirmières d'Etat du Togo est rayé de l'effectif de ladite école pour compter du 6 janvier 1969.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

CONSERVATION DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

Avis de demande d'immatriculation

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition aux présentes immatriculations es mains du conservateur soussigné, dans un délai de trois mois à compter de l'affichage des présents avis qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal de droit moderne de 1^{re} instance de Lomé et des sections d'Anécho et de Sokodé dudit tribunal.

Suivant réquisition, n° 5260, déposée le 16 novembre 1968, le sieur Edoh Mensah Joseph, profession de comptable au Cameroun, s/c de M. Atsou Charles, service des affaires sociales Lomé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 6as 01ca, situé à Lomé Bè, connu sous le nom de Bassadji et borné au nord par Komlan A. Aboflan, au sud par la rue Amémaka Libla, à l'est par Joseph Anani Aboflan et à l'ouest par le T.F. n° 7.604 R.T.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5261, déposée le 19 novembre 1968, la dame Combey L. K. Jeanette, née Lawson, profession de revendeuse, s/c de M. Lawson Samuel, service agriculture Lomé, demeurant et domiciliée à Lomé, majeure non interdite jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 3as 60cas, situé à Lomé, connu sous le nom de Tokoin Hôpital et borné au nord, à l'est, à l'ouest par Noukamewo A. Dadzie et au sud par une rue en projet.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5262, déposée le 28 novembre 1968, le sieur Lawson Viviti Daniel, profession de pharmacien demeurant et domicilié à Lomé 17 rue Kwassi Bruce, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain en forme

d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 1ha 72as 46cas, situé à Baguida-Plantation, circonscription administrative de Lomé et borné au nord par Anani Abih et Combey Adjaglo, au sud par Logossou Adokou, à l'est par Anani Abih et Sodokpon Sodji et à l'ouest par Sokékou Aziamadji et Koudjabo Amenti.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5263, déposée le 28 novembre 1968, le sieur Billy L. Bullington, profession de Pasteur, demeurant et domicilié à Lomé, représentant de la Mission Baptiste du Togo à Lomé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité américaine, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 2has 08as 73cas, situé à Lomé Tokoin, connu sous le nom d'Akpikamé et borné au nord par Akogo Atigo et Agblégni, au sud par Zandji Djakpa, à l'est par Amégan Agbéavi et à l'ouest par Hotsé Théophile.

Il déclare que ledit immeuble appartient à la Mission Baptiste et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5264, déposée le 29 novembre 1968, le sieur Gnansa Laurent, profession de fonctionnaire demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain non bâti consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 4as 36cas, situé à Lomé, connu sous le nom de Tokoin Gbadago et borné au nord, au sud, à l'est par des rues non dénommées et à l'ouest par Ayikpè Ben.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5265, déposée le 30 novembre 1968, la dame Gbédzé Adjoa Vicentia, profession de couturière demeurant et domiciliée à Lomé Zongo, majeure non interdite jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 3as 81cas, situé à Lomé, connu sous le nom de Tokoin et borné au nord par Nathaniels Gbédzé, au sud, à l'est par des rues en projet et à l'ouest par Kossidjin Zankou.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5266, déposée le 30 novembre 1968, le sieur Eclou Avoulagni, profession de maçon demeurant et domicilié à Lomé, 2 Rue St Raphaël, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 1ha 33 as 99cas situé à Lomé-Tokoin, connu sous le nom de Wuiti et borné au nord par Logossou Ahli, au sud par Komlan Aziakou, à l'est par Amedin Dokla et à l'ouest par N'kafou Djoka.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5267, déposée le 2 décembre 1968, le sieur Akouvi E. Joachim, profession d'agent d'exploitation des P.T.T. demeurant et domicilié à Kévé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain affectant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 2has 67as 36cas situé à Noépé, circonscription administrative de Tsévié, connu sous le nom d'Akpavémé et borné au nord par Ayivi Foly, Nyonyo Agbo, Kodjo Wugan, Wusrui Adjoyi, au sud par Hon-dé Kounou, à l'est par Apédo Ekpé et à l'ouest par Mamanyé Agonyo.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5268, déposée le 2 décembre 1968, le sieur Akouvi E. Joachim, profession d'agent d'exploitation des P.T.T. demeurant et domicilié à Kévé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 35as 75cas, situé à Kévé, circonscription administrative de Tsévié et borné au nord par Anagbla Matrési, au sud par Woma Matrési, à l'est par Adzoudzo Matrési et à l'ouest par la route Palimé-Lomé.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5269, déposée le 2 décembre 1968, le sieur Jacob K. Bossman, profession d'employé de commerce demeurant et domicilié à Lomé, rue du grand marché, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain bâti, consistant en un terrain en forme

d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 6as 92cas, situé à Lomé, connu sous le nom d'Abobokomé et borné au nord par Félício de Souza, au sud par la rue de Bè, à l'est par James Ocloo et à l'ouest par Pasteur Baéta et Frank Van-Lare.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5270, déposée le 3 décembre 1968, le sieur Zessou Atsou Wofomé, profession de planteur demeurant et domicilié à Kpélé-Elé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 4as 84cas situé à Kpélé-Elé, connu sous le nom de Kudji et borné au nord par la route Palimé-Atakpamé, au sud par Nnyakpé Edwin, à l'est par les P.T.T. et à l'ouest par la route Elémé.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5271, déposée le 4 décembre 1968, le sieur Valentin Mawupé Vovor, profession de docteur en médecine demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 19as 69cas, situé à Palimé, circonscription administrative de Klouto, connu sous le nom d'Anka et borné au nord, au sud, à l'ouest par des rues et à l'est par Malm H. William.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5272, déposée le 4 décembre 1968, le sieur Sodji Ahlin, profession de commis des contributions directes, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 23as 80cas, situé à Aflao, circonscription administrative de Lomé, connu sous le nom d'Agbalépédogan et borné au nord par Pani Attivi, au sud, à l'est et à l'ouest par Yéhouessi Adodovi et la collectivité Aziabor.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5273, déposée le 4 décembre 1968, le sieur Sodji Ahlin, profession de commis au service des C.D. demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 31as 28cas, situé à Aflao, circonscription administrative de Lomé, connu sous le nom d'Agbalépédogan et borné au nord par Amégan Awoudor, au sud, à l'ouest par Komi Awoudor et à l'est par Honsé Awoudor.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5274, déposée le 4 décembre 1968, le sieur Sodji Ahlin, commis au service des contributions directes, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 33as 00ca, situé à Aflao, circonscription administrative de Lomé, connu sous le nom d'Agbalépédogan et borné au nord par Awoudor Honsé, à l'est par Awoudor Honoré, au sud par Sodji Ahlin et à l'ouest par Awoudor Komi et Awoudor Azanglo.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5275, déposée le 4 décembre 1968, le sieur Sodji Ahlin, profession de commis au service des C.D. demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 79as 01ca, situé à Aflao, circonscription administrative de Lomé, connu sous le nom d'Agbalépédogan et borné au nord, à l'ouest par Atandji Kpoti, au sud par Gbedji Kouami et à l'est par Kokou Awoudor.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5276, déposée le 4 décembre 1968, le sieur Sodji Ahlin, profession de commis au service des C.D. demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 65as 93cas, situé à Aflao, cir-

conscription administrative de Lomé, connu sous le nom d'Agbalépédogan et borné au nord par Essé Kpoti, au sud, à l'est par Sodji Ahlin et à l'ouest par Kpoti Atandji.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5277, déposée le 6 décembre 1968, le sieur Agba T. Marcel, profession de secrétaire d'administration demeurant et domicilié à Sokodé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 16as 45cas, situé à Sokodé, connu sous le nom de Tchawanda et borné au nord, à l'est par A. Djobo, au sud et à l'ouest par des rues en projet.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5278, déposée le 10 décembre 1968, le sieur Dokoe Ehofia Daniel, profession de gardien de la paix demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 2as 28cas, situé à Lomé, connu sous le nom d'Amoutivé et borné au nord par Kodjo Keli, au sud par rue de la fraternité, à l'est par Attisalo Halo et à l'ouest par Adjallé.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5279, déposée le 11 décembre 1968, les sieurs Lawson Teyi et Akakpo Sénou, profession de chauffeurs demeurant et domiciliés à Anécho, majeurs non interdits jouissant de leurs droits civils de nationalité togolaise, demandent l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 4as 67cas situé à Anécho, connu sous le nom de Kpota et borné au nord par une rue en projet, au sud par Aquéréburu, à l'est par une rue en projet et à l'ouest par la famille Atayi.

Ils déclarent que ledit immeuble leur appartient et n'est, à leur connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5280, déposée le 11 décembre 1968, le sieur Gbadoé Gérard, profession d'exploitant forestier demeurant et domicilié à Palimé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité

togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 12has 68as 66cas situé à Togo-Plantation, circonscription administrative de Klouto, connu sous le nom d'Agoé et borné au nord par Atidépé Marc, au sud, à l'est par Awouyah Jonathan et à l'ouest par l'emprise des C.F.T.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5281, déposée le 13 décembre 1968, la dame Augustine Massanvi Attivi, profession de revendeuse demeurant et domiciliée à Lomé, majeure non interdite jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 58as 91cas situé à Lomé, connu sous le nom de Bè-Adjidomé et borné au nord, au sud, à l'est par Kossivi Bogah et à l'ouest par la route d'Atiéguou.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5282, déposée le 14 décembre 1968, le sieur Houngères Alex, profession d'agent commercial demeurant et domicilié à Lomé-UAC, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 1ha 00a 97cas situé à Lomé-Bè, connu sous le nom de Kpikamé et borné au nord, à l'est, à l'ouest par la collectivité Adubu et au sud par Marie Johnson.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5283, déposée le 17 décembre 1968, le sieur Djogbessi Patrice Kpofon, profession de commis d'administration demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 5as 72cas situé à Lomé, connu sous le nom de Tokoin-Est et borné au nord, à l'est par des rues en projet, au sud et à l'ouest par la famille Boko Agegee.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5284, déposée le 17 décembre 1968, le sieur Vitus Koffi Agbodazé, profession d'ouvrier des T.P. demeurant et domicilié à Sokodé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 5as 38cas situé à Anécho, connu sous le nom d'Adjidogan et borné au nord par de Souza Pierre, au sud par Amouzou Alfred, à l'est par une rue en projet et à l'ouest par Lawson Guidimé Cyprien.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5285, déposée le 17 décembre 1968, M. Folly D. Martinet Aristide, profession de comptable au C.C.S.O. demeurant et domicilié à Bangui, représenté par M. Roberto O. de Souza secrétaire général à la U.A.C. Lomé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 3as 99cas situé à Lomé, connu sous le nom de Tokoin-Centre et borné au nord par Georges Folly, au sud, à l'ouest par des rues en projet et à l'est par Michel Misseboukpo et Victor Dartey Agboli.

Il déclare que ledit immeuble appartient à M. Folly D. Martinet et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5286, déposée le 20 décembre 1968, la dame Thérèse Akouavi, profession de revendeuse demeurant et domiciliée à Keta (Ghana), s/c de M. d'Almeida Efraim à Palimé, majeure non interdite jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 6as 63cas, situé à Palimé, circonscription administrative de Klouto, connu sous le nom de Tochoagni et borné au nord par William Malm, à l'est par le T.F. n° 89 T.T., au sud par la rue de Han-yigba et à l'ouest par Mensagan Methodius et Daniel Kossi.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5287, déposée le 6 janvier 1969, la dame Akouété Cyprienne, née Amégan, profession de monitrice à l'enseignement officiel, demeurant et domiciliée à Lomé, majeure non interdite jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain en forme d'un triangle, d'une contenance totale

de 0a 80cas, situé à Lomé, connu sous le nom de Tokoin et borné au nord par une rue en projet, au sud par T.F. n° 2.538, à l'est par la collectivité Dadzie et à l'ouest par le T.F. n° 6.559 R.T.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5288, déposée le 6 janvier 1969, le sieur Ayivi Tympam Michel, profession d'ouvrier principal des T.P., demeurant et domicilié à Lomé, 3 rue Anthony Agbetsiafa, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 10as 52cas, situé à Lomé, connu sous le nom de Tokoin Lycée et borné au nord, à l'ouest par la famille Zankou, au sud par le T.F. n° 2.990 T.T. et à l'est par une rue en projet.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5289, déposée le 11 janvier 1969, le sieur Henri Goka Doh, profession de Pasteur de la Confrérie évangélique, demeurant et domicilié à Ahlon Sassanou (Klouto), majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 7as 19cas, situé à Badou, connu sous le nom de Zongo et borné au nord par Carhou Théodore, au sud par la route Badou-Kadjébi, à l'est par la route Badou-Kitchibo et à l'ouest par le T.F. n° 3.699 T.T.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5290, déposée le 14 janvier 1969, le sieur El Hadj Assoumanou Alidou, profession de commis au T.P., demeurant et domicilié à Sokodé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 9as 58cas, situé à Sokodé, connu sous le nom de Zongo et borné au nord par El Hadj Safiou, au sud par Akoli T. Raphaël et Agbodazé Vitus, à l'est et à l'ouest par des rues en projet.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5291, déposée le 15 janvier 1969, le sieur Eklou K. Vincent, profession de comptable (Maison Caterpillar) demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 10as 61cas situé à Palimé, circonscription administrative de Klouto, connu sous le nom de Kpodjimondji et borné au nord, au sud, à l'est par des lots n°s 77, 75, 80 et à l'ouest par une rue en projet.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5292, déposée le 16 janvier 1969, la dame Florencia Olympio, profession d'infirmière demeurant et domiciliée à Lomé, 53 rue Doté Mensah, majeure non interdite jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 5as 91cas situé à Lomé, connu sous le nom de Nyékonakpoé et borné au nord par la rue Okiki Aguiar, au sud, à l'est et à l'ouest par des lots n°s 51, 54 et 50.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5293, déposée le 18 janvier 1969, le sieur Patrice Kagni Ayika, profession d'employé de commerce demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 4as 34cas situé à Lomé, connu sous le nom de Tokoin et borné au nord par la route hydrocarbure, au sud, à l'ouest par des rues en projet et à l'est par Ben Ayikpé.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5294, déposée le 27 janvier 1969, M^e Guy Adjété Kouassigan, profession d'avocat-défenseur demeurant et domicilié à Lomé, mandataire de M. Afawoubo A. Adadévi, cultivateur à Abovey Dagbuipé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier complanté de cultures vivrières et arbres fruitiers d'une contenance totale de 15has 96as 63cas situé à Lomé, connu sous le nom de Abovey Dagbuipé et borné au nord par les familles

Agbeko et Djahli Ayor, au sud par la collectivité Atikpa Kagounou, à l'ouest par la collectivité Tozo et à l'est par l'emprise du chemin de fer.

Il déclare que ledit immeuble appartient à la collectivité Adadévi et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

Afawoubo Agogo Adadévi
Atabou Agogo Adadévi
Alawou Agogo Adadévi
Komlan Aho Adadévi
Akakpo Agogo Adadévi.

Suivant réquisition, no 5295, déposée le 29 janvier 1969, le sieur Edmond K. Dogbé, profession de receveur des domaines, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, chargé de la régie des biens relevant du domaine privé de la République togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 28has 01a 47cas, situé à Dapango, connu sous le nom de Tantigou et borné au nord, à l'est par la collectivité Dyobé à Dapango, au sud par la collectivité Natégbé et à l'ouest par Nanergou.

Il déclare que ledit immeuble appartient à la République togolaise et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, no 5296, déposée le 29 janvier 1969, le sieur Edmond K. Dogbé, profession de receveur des domaines, demeurant et domicilié à Lomé, représentant de la République togolaise, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 1ha 00a 00ca, situé à Bombouaka, circonscription administrative de Dapango et borné au nord par Dougang Damoik, au sud par Naman Kambouri, à l'est par la falaise Bombouaka et à l'ouest par Dabiab Kambouri.

Il déclare que ledit immeuble appartient à la République togolaise et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, no 5297, déposée le 29 janvier 1969, le sieur Edmond K. Dogbé, profession de receveur des domaines, demeurant et domicilié à Lomé, représentant de la République togolaise, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier d'une

contenance totale de 1ha 00a 00ca, situé à Timbou, circonscription administrative de Dapango et borné au nord, à l'ouest par Possosnaba, à l'est par Cordon Anacardioms, au sud par l'ancien campement.

Il déclare que ledit immeuble appartient à la République togolaise et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, no 5298, déposée le 29 janvier 1969, le sieur Edmond K. Dogbé, profession de receveur des domaines, demeurant et domicilié à Lomé, représentant de la République togolaise, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère régulier d'une contenance totale de 1ha 00a 00ca, situé à Namoundjoga, circonscription administrative de Dapango et borné au nord, à l'ouest par Lamboni Kombaté, au sud par la colline et à l'est par le marigot.

Il déclare que ledit immeuble appartient à la République togolaise et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, no 5300, déposée le 30 janvier 1969, le sieur Sakibou T. Idrissou, profession de commis au C.N.H. de Tokoin, demeurant et domicilié à Lomé, mandataire de M. Kpadja Emmanuel à la Mauritanie, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 3as 79cas, situé à Lomé, connu sous le nom de Tokoin Gbadago et borné au nord, à l'est par Dovi Abbey Jean, au sud par une rue en projet et à l'ouest par l'emprise du chemin de fer.

Il déclare que ledit immeuble appartient à M. Kpadja Emmanuel et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, no 5301, déposée le 1^{er} février 1969, le sieur Kunkel Paul, profession d'employé de commerce Walter, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 30as 74cas, situé à Lomé, connu sous le nom de Tokoin Wuiti et borné au nord, au sud par Andréas K. Avoulagni, à l'est par Avoulagni Ahogan et à l'ouest par Kohi Agbozo.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Le conservateur de la propriété foncière,
E. K. Dogbé

AVIS D'APPELS D'OFFRES

Il est lancé un appel d'offres pour la construction du bâtiment de la douane de Noépé.

Les soumissions devront parvenir avant onze heures locales (11h) du jour fixé pour l'ouverture des plis qui aura lieu à la Présidence de la République à Lomé, salle de réunion de la Commission Consultative des marchés le 26 mars 1969 à quinze heures locales.

Les exemplaires du dossier d'appel d'offres seront délivrés par l'Arrondissement Bâtiments (Direction des Travaux Publics) moyennant la fourniture de 2 rouleaux de papier calque et un rouleau de papier ozalid.

Tous renseignements complémentaires peuvent être obtenus à l'Arrondissement Bâtiments des Travaux Publics.

Lomé, le 3 février 1969

Le directeur des travaux publics,

B. Dagadzi

Il est lancé un appel d'offres pour la construction d'un bâtiment pour le service des douanes à Aflao.

Les soumissions devront parvenir avant onze heures locales (11h) du jour fixé pour l'ouverture des plis qui aura lieu à la Présidence de la République à Lomé, salle de réunion de la Commission Consultative des marchés à quinze heures locales le 26 mars 1969.

Les exemplaires du dossier d'appel d'offres seront délivrés par l'Arrondissement Bâtiments (Direction des Travaux Publics) contre la remise d'un rouleau de papier calque et d'un rouleau de papier ozalid.

Tous renseignements complémentaires peuvent être obtenus à l'Arrondissement Bâtiments des Travaux Publics.

Lomé, le 3 février 1969

Le directeur des travaux publics,

B. Dagadzi

Il est lancé un appel d'offres pour la construction d'un Poste de Police à Hillacondji.

Les soumissions devront parvenir avant onze heures locales (11h) du jour fixé pour l'ouverture des plis qui aura lieu à la Présidence de la République à Lomé, salle de réunion de la Commission Consultative des marchés à quinze heures locales le 26 mars 1969.

Les exemplaires du dossier d'appel d'offres seront délivrés par l'Arrondissement Bâtiments (Direction des Travaux Publics) contre la remise d'un rouleau de papier ozalid.

Tous renseignements complémentaires peuvent être obtenus à l'Arrondissement Bâtiments des Travaux Publics.

Lomé, le 12 février 1969

Le directeur des travaux publics,

B. Dagadzi

Récépissé de déclaration d'association

(N° 236-INT-APA du 4-2-69)

Titre de l'Association : « Union Nationale de la Jeunesse du Togo » « U.N.J.T. ».

- Buts :*
- a) — Grouper les jeunes des deux sexes, unir et organiser toutes les sections et sous-sections de base en une association unique ;
 - b) — Consolider les liens d'amitié et de fraternité, resserrer les liens de solidarité entre tous les membres ;
 - c) — Réhabilitation et développement de la culture africaine (jeux divers : foot-ball, basket-ball, hand-ball, athlétisme, orchestre, folklor) ;
 - d) — Affiliation et défense de la personnalité africaine ;
 - e) — Développement économique, social et culturel de l'Afrique ;
 - f) — Reconnaissance et respect de la déclaration universelle des droits de l'homme ;
 - g) — Promouvoir l'échange des idées entre les jeunes sur toute la République pour leur plein épanouissement ;
 - h) — Développer la conscience des jeunes africains en vue de les rendre aptes à assumer pleinement leurs responsabilités dans l'ensemble de la société ;
 - i) — Parfaire l'éducation de ses membres par des stages, des cours de conférence éducatifs ;
 - j) — Entretenir des relations d'amitié et de solidarité avec les jeunes du monde entier.

Siège social : Lomé — 5, rue de la Radio

Pièces annexées à la déclaration : Statuts et liste des membres du bureau-directeur.

NECROLOGIE

Le ministre du travail, des affaires sociales et de la fonction publique a le regret de faire part du décès de l'adjoint technique de 2^e classe 1^{er} échelon du conditionnement Lamboni Henri, survenu à Atakpamé le 15 décembre 1968.

IMPRIMERIE EDITOGO — LOME

Dépôt légal n° 407